

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 10ème législature

Poids lourds Question écrite n° 10392

## Texte de la question

M. Jean-Louis Leonard attire l'attention de M. le ministre de l'equipement, des transports et du tourisme sur la loi de 1984 faisant obligation aux constructeurs de poids lourds d'equiper ceux-ci de limitateurs de vitesse, lesquels ont, normalement, pour fonction de limiter la vitesse des poids lourds a 92 kmh. Il note que, selon de nombreuses enquetes, ces appareils sont tres souvent debranches ou inoperants. Il lui demande s'il est envisageable d'imposer la construction de poids lourds dont la vitesse ne pourrait depasser 100 kmh.

## Texte de la réponse

La reglementation nationale de 1984, qui est aujourd'hui remplacee par une directive de l'Union europeenne applicable de facon obligatoire dans tous les Etats membres a partir du 1er janvier 1994, fixe des specifications sur la limitation par construction de la vitesse des poids lourds et ne specifie pas les modalites technologiques de realisation de cette limitation. Les dispositifs actuellement utilises dans la plupart des cas ont une fiabilite acceptable et ne peuvent etre rendus inoperants qu'avec la complicite du proprietaire. C'est pourquoi l'amelioration de la situation actuelle passe par une responsabilisation du proprietaire. Aussi, dans le cadre des mesures d'urgence arretees en plein accord avec les organisations patronales et syndicales dans le cadre du contrat de progres elabore entre les pouvoirs publics et la profession du transport routier, a ete retenue la creation d'un delit visant le responsable legal du vehicule, en cas de neutralisation du limiteur de vitesse.

#### Données clés

Auteur: M. Léonard Jean-Louis

Circonscription: - RPR

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 10392 Rubrique : Securite routiere

**Ministère interrogé** : équipement, transports et tourisme **Ministère attributaire** : équipement, transports et tourisme

### Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 24 janvier 1994, page 327 **Réponse publiée le :** 14 mars 1994, page 1292